Résolution des XXVIIème assises des petites villes

Saint-Rémy-de-Provence

le 13 juin 2025

Réunis à Saint-Rémy-de-Provence, les 12 et 13 juin 2025 pour les XXVIIème Assises de l'Association des petites villes de France, dans un moment où notre pays connaît tout à la fois une grave crise démocratique et civique, mais aussi de graves difficultés économiques et financières, les Maires des petites villes de métropole et des outre-mer ont tenu à rappeler avec force et gravité qu'ils constituent la première ligne de défense de la République et qu'aucune sortie véritable des crises que connaît notre pays ne se fera sans eux, sans l'implication pleine et entière des collectivités territoriales.

Dans un contexte politique particulièrement instable et alors que le mandat municipal qui s'achève a été marqué par une série de crises, les collectivités territoriales, et tout particulièrement nos petites villes, ont constitué **une forme de stabilité** rassurante pour nos concitoyens.

Au cours des six dernières années, les Maires des petites villes ont fait face au désengagement d'un État de plus en plus impécunieux et à ses défaillances.

Ce désengagement est allé de pair avec une inflation normative jamais stoppée et trop souvent contradictoire, accroissant les complexités bureaucratiques et juridiques, tandis que l'individualisation croissante des citoyens, dont certains cèdent de plus en plus à la violence, a rendu l'exercice de ce mandat particulièrement difficile.

C'est pourquoi, avec à nouveau beaucoup d'insistance, les Maires des petites villes demandent au Parlement de discuter et d'adopter le plus rapidement possible les textes législatifs relatifs au statut de l' élu local.

Particulièrement attentifs à l'examen très prochainement par l'Assemblée nationale de la proposition de loi sénatoriale portant création **d'un statut de l' élu local**, ils soulignent qu'un tel statut, enfin digne de ce nom, doit permettre d'éviter un « **gâchis démocratique** » qui verrait un grand nombre de Maires sortants découragés ne pas se représenter, alors même que de nouveaux candidats renonceraient à se présenter. Ils souhaitent tout particulièrement mettre l'accent sur l'amélioration du régime indemnitaire des Maires des petites villes afin que soit reconnu leur engagement à sa juste valeur, ainsi que sur la nécessaire sécurisation juridique concernant la notion de prise illégale d'intérêts. Un véritable statut de l' élu local doit donner à tous les moyens de s'engager et donc de servir !

Mais au-delà de leur situation personnelle, les Maires de petites villes se projettent vers les défis qu'ils auront à relever collectivement lors du prochain mandat municipal, alors même que la situation des finances publiques n'a jamais été aussi détériorée.

À ce sujet, l'APVF rappelle que les Maires des petites villes ne sont nullement dans le déni ; ils connaissent la réalité de la situation financière du pays et le poids que fait peser la dette publique sur notre souveraineté. Pour autant, elle conteste avec force les procès injustes et malhonnêtes qui ont été faits aux collectivités territoriales concernant la dérive des comptes publics. Ces accusations aussi irresponsables qu'infondées ont nui à l'établissement des relations de confiance entre l'État et les collectivités territoriales, qui n'ont pourtant jamais été autant nécessaires pour relever les défis qui se posent à notre pays lors des prochaines années.

Dans cette optique, les Maires des petites villes ont noté et apprécié le ton nouveau employé par le gouvernement, la fin des mises en cause permanentes, ainsi que la nouvelle méthode de concertation entre l'État et les collectivités territoriales.

Pour autant, ils rappellent qu'ils ont déjà consenti un effort de 2,5 milliards d'euros dans la loi de finances 2025, auquel s'est ajoutée la diminution drastique du Fonds vert, la forte hausse des cotisations des employeurs versées à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), qui fera exploser la masse salariale, ainsi que la mauvaise surprise qu'a constitué pour nombre de petites villes l'instauration du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO) voté sans la moindre étude d'impact.

Alors même qu'ils vont devoir faire face à d'énormes investissements pour respecter les objectifs de la transition écologique et énergétique, et l'adaptation des collectivités territoriales à l'urgence climatique ; alors même que le défi démographique du vieillissement autant que de la mise en place du service public de la petite enfance vont également nécessiter dans nos collectivités de nouveaux investissements, l'option d'une année **blanche** correspondant à **un gel des recettes fiscales ne peut que susciter notre opposition absolue**. Nos habitants en seraient les premières victimes ! Si les collectivités devaient avoir moins de recettes, elles verraient collectivement leur capacité d'autofinancement baisser, conduisant mécaniquement à un accroissement de la dette publique, voire plongeraient pour nombre d'entre elles dans une situation de déficit budgétaire inédit et insupportable. Le remède serait ainsi pire que le mal, alors que l'équilibre budgétaire est au cœur de la gestion des communes et leur endettement infime par rapport à l'État.

L'APVF appelle donc le gouvernement à ne pas amputer les moyens d'action des petites villes afin de leur permettre de relever les grands défis de la décennie à venir et de ne pas porter atteinte au bon fonctionnement des services publics de proximité.

Dans une France socialement fracturée, ce sont ces services publics qui, pour nos concitoyens, et notamment les plus défavorisés, permettent de faire société, comme de faire nation.

Dans cette optique, l'APVF invite le gouvernement, en concertation avec les associations d'élus, à mener à bien les réflexions sur la pluriannualité des recettes, et notamment d'investissements, car c'est prioritairement de **visibilité** et de **prévisibilité** dont les Maires des petites villes ont avant tout besoin.

D'autre part, l'APVF souhaite qu'après le « Roquelaure de la simplification » soient mises en œuvre le plus rapidement possible les principales mesures de simplification contenues dans la mission Ravignon. Elle demande avec **insistance un moratoire sur les dépenses contraintes et transferts de charge non compensés**.

Elle souhaite, d'autre part, un soutien beaucoup plus résolu de l'État pour **relancer le secteur du logement**, dont la crise est une véritable bombe sociale à retardement. Elle demande, dans ce secteur, un véritable **choc de simplification**, visant à permettre la mise en œuvre de procédures simplifiées concernant la révision des Plans Locaux d'Urbanisme ou encore pour ce qui concerne les reconversions des friches commerciales en logements. Il s'agit donc de construire **plus et mieux**, en pensant ces politiques à l'échelle locale pour conjuguer l'ambition d'un aménagement territorial qui intègre les nécessaires infrastructures, qu'elles soient éducatives, culturelles, sportives ou encore de transports, et l'ambition de sobriété foncière.

Au-delà des politiques nationales ou locales, l'APVF appelle à un plan de relance européen massif pour la rénovation et la construction des logements et la fin des passoires thermiques. L'APVF rappelle à cette occasion que nos petites villes sont au cœur de l'action climatique dont elles font chaque jour un levier de leur action locale au profit de la qualité de vie de nos habitants.

L'APVF attire également à nouveau l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation de la désertification médicale et sur les inégalités d'accès à l'offre de soins, génératrices d'anxiété et de colère chez nombre de nos concitoyens. Si elle salue les avancées du pacte de lutte contre la désertification médicale annoncé récemment par le Premier ministre, l'APVF souhaite sa mise en œuvre la plus rapide possible. Elle réaffirme sa conviction que seule une véritable **politique de régulation globale** de l'installation des médecins peut apporter une réponse concrète à la désertification médicale. Elle soutient et souhaite l'adoption par le Sénat de la proposition transpartisane visant à réguler l'offre de soins, adoptée par l'Assemblée nationale.

De plus, les Maires des petites villes, tout en dressant un bilan positif des mesures engagées dans le cadre de la revitalisation des centres-villes, **demandent une pérennisation** des programmes existants, et notamment **du programme « Petites villes de demain »**, si nécessaires pour accompagner localement la transformation de nos territoires notamment matière de développement économique, d'industries ou de modèle agricole.

Ils constatent en outre une montée de la violence, des actes de délinquance et du narcotrafic, qui touchent de fait bien qu'à des degrés divers toutes les collectivités. Ils demandent donc une présence accrue, dans leurs communes, d'effectifs de police nationale et de gendarmerie, et que l'État assure pleinement ses missions régaliennes, afin que les polices municipales puissent se concentrer sur leur mission de proximité, avec les moyens adéquats.

À l'issue de ces XXVIIème Assises, les Maires des petites villes réaffirment collectivement leur volonté de servir la République, à défendre l'intérêt général et à affronter, avec détermination et solidarité, les immenses défis qui sont devant eux. Les maires appellent

ainsi à un véritable « pacte de confiance » entre toutes les composantes de la puissance publique. C'est dans le cadre d'une plus grande proximité, au plus près de nos concitoyens, et par la nécessaire décentralisation de notre République, que doivent se concevoir les réponses aux problèmes de notre pays.

Plus que jamais nos Petites Villes, collectivités à taille humaine, mêlant proximité et efficacité, sont au cœur des solutions face aux défis de notre temps.